

Lockington, Elliott (SPAC/PSPC)

De : Media <media@tpsgc-pwgsc.gc.ca>
Envoyé 4 août 2020, 9 h 38
À : fitz-morris, James (SPAC/PSPC)
C. c. : Media; Me'Shel Gulliver Bélanger; Bryan Blom; James Stott
Objet : POUR L'APPROBATION DU CM : Réponse aux médias/Niveau 1 - COVID-19 - Suivi - Contrat avec Amazon pour la distribution de l'équipement de protection individuelle/iPolitics

Bonjour James,

Aux fins d'approbation s'il vous plaît. [Nouveaux renseignements](#).

Merci

Michèle

Réponse aux médias

iPolitics

Lim, Jolson (iPolitics)

Date de réception de l'appel : 31 juillet 2020, 12 h 12

Date limite : 4 août 2020, à 11 h 30

Niveau 1 – COVID-19 - Suivi – Contrat avec Amazon pour la distribution de l'équipement de protection individuelle/iPolitics

CONTEXTE (pour votre information) : Le journaliste a des questions supplémentaires sur le contrat avec Amazon pour la distribution de l'équipement de protection individuelle.

ÉNONCÉ DE VALEURS : La santé et la sécurité des Canadiens sont la priorité absolue du gouvernement dans sa réponse à la COVID-19. Depuis le début de la pandémie, Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) travaille avec l'Agence de la santé publique du Canada (ASPC) pour s'assurer que les fournitures médicales vitales parviennent aux Canadiens le plus rapidement possible.

QUESTIONS ET RÉPONSES

- Q1. Les 200 000 \$ payés étaient-ils destinés à couvrir les dépenses opérationnelles liées à la distribution dans le cadre du contrat?**
- Q2. En outre, depuis que le contrat a été suspendu, qui exactement livre l'EPI et d'autres fournitures aux provinces/territoires?**
- Q3. Quelles mises à jour pouvez-vous fournir en ce qui concerne les efforts déployés pour rechercher une « solution de logistique, d'entreposage et de distribution de bout en bout à plus long terme »?**
- Q4. Quand le contrat a-t-il été suspendu?**
- Q5. Quelles sont les limites à ce qui peut être couvert par le contrat, qui ont maintenant été dépassées?**

R1 – /5 Les travaux vont bon train pour identifier l'important fournisseur de services logistiques dont l'ASPC a besoin. Le 4 mai 2020, une demande de renseignements (DDR) a été publiée, et de précieux renseignements ont été recueillis auprès des répondants de l'industrie. La DP a pris fin le 7 mai, et une [Demande de propositions](#) (DP) a été publiée le 16. [La DP a pris fin le 4 août, et les propositions reçues seront maintenant évaluées.](#)

Dans l'intervalle, étant donné le volume des expéditions qui arrivent chaque jour, SPAC aide l'ASPC à trouver un certain nombre de solutions supplémentaires à court terme pour répondre à ses besoins immédiats. À l'aide des renseignements recueillis grâce à la demande de renseignements, plusieurs fournisseurs ont été consultés afin de confirmer qu'ils disposent des systèmes d'entreposage, de transport et de gestion des stocks appropriés, nécessaires pour soutenir l'ASPC à court terme.

[Plusieurs fournisseurs aident à faire des livraisons aux provinces et territoires, notamment Purolator, Postes Canada, le Groupe Robert Inc, Bolloré et OEC. Certains fournisseurs d'EPI livrent également directement aux provinces/territoires.](#)

Pour la solution à long terme, le principal fournisseur de logistique sera responsable de ce qui suit :

- la gestion de la réception des fournitures d'EPI au Canada par tous les moyens de transport, notamment les transports aériens et maritimes
- le dégroupement
- l'inventaire
- l'entreposage
- la gestion des stocks
- la préparation en vue de la distribution, et la distribution à l'échelle nationale
- la fourniture et la coordination des services de douane et de courtage, si nécessaire

Ce travail va bien au-delà de ce qui est prévu dans le contrat avec Amazon. Comme Amazon n'est actuellement pas en mesure de gérer l'importation, la réception et la manutention des EPI avant l'exécution des commandes, le gouvernement du Canada et Amazon ont convenu de suspendre le contrat.

Le 13 juillet 2020, le gouvernement du Canada a suspendu le contrat avec Amazon. Amazon a fourni ses services au prix coûtant, sans faire de profit. La majeure partie du coût a été consacrée à la livraison par Postes Canada et Purolator, [pour les frais de transport et d'affranchissement facturés à Amazon.](#)

[Le travail effectué par Amazon s'inscrivait dans la portée de son contrat, aucune limite n'a été dépassée.](#) Les besoins de l'ASPC ont évolué et l'Agence a maintenant besoin d'une solution de logistique, d'entreposage et de distribution de bout en bout à plus long terme.

.....

[RÉPONSE](#) fournie le jeudi 30 juillet 2020.

[Le 1^{er} avril 2020, le gouvernement du Canada a signé un contrat avec Amazon pour l'accès à sa technologie et à ses services, permettant à plusieurs établissements de santé provinciaux et territoriaux de commander de l'équipement de protection individuelle \(EPI\) directement auprès de l'Agence de la santé publique du Canada \(ASPC\).](#)

Le contrat avec Amazon a créé un comptoir de services privé au sein du magasin Amazon Business qui a permis aux fournisseurs de soins de santé autorisés de commander des fournitures directement auprès de l'Agence de santé publique du Canada. L'Agence de santé publique du Canada était responsable de l'importation, de la réception et de la manutention des équipements de protection individuelle avant que les commandes ne soient exécutées. Au total, 12,5 millions d'articles d'équipements de protection individuelle ont été livrés au Canada aux termes de cette entente. Amazon a fourni ses services au prix coûtant, sans faire de profit. La majeure partie du coût a été consacrée à la livraison par Postes Canada et Purolator.

Depuis que le contrat initial a été signé, le gouvernement du Canada a considérablement augmenté le volume de fournitures achetées, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale. Les provinces et territoires ont également demandé une distribution plus centralisée des équipements de protection individuelle, l'Agence de santé publique du Canada distribuant les fournitures directement à un ou deux endroits précis dans chaque province et territoire plutôt qu'à des autorités ou à des établissements de santé individuels. En conséquence, les besoins de l'Agence de la santé publique du Canada ont évolué et l'Agence a maintenant besoin d'une solution de logistique, d'entreposage et de distribution de bout en bout à plus long terme.

Ce travail va bien au-delà de ce qui est prévu dans le contrat avec Amazon. Amazon a indiqué qu'elle n'est pas actuellement en mesure de gérer l'importation, la réception et la manutention des équipements de protection individuelle avant l'exécution des commandes. Le gouvernement du Canada et Amazon ont convenu de suspendre le contrat. Bien que le contrat précise que le gouvernement du Canada peut immédiatement mettre fin au contrat en envoyant un avis à Amazon, il peut également se poursuivre sans activité ni coût jusqu'à sa date d'expiration prévue, soit le 31 mars 2021.